

Grand débat national – Bruges 12 mars 2019

Compte rendu synthétique

Fiscalité et dépenses publiques

Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?

Engager une revalorisation générale des salaires avant toute modification des impôts, afin que chacun ait le moyen de pouvoir les payer

Impôt sur le revenu : Ajouter une tranche d'impôts supplémentaires (en haut et en bas de l'échelle des revenus) et resserrer les paliers pour les bas et les hauts revenus, afin d'améliorer la distribution et la solidarité.

Augmenter les impôts sur la dernière tranche jusqu'à 80%

Renforcer la pédagogie et la transparence sur la dépense publique : reconsidérer l'impôt comme un élément positif de la solidarité nationale

Travailler à une uniformisation des impôts à l'échelle européenne

Concevoir une progressivité de l'impôts qui évite les effets de seuil quand on passe d'un palier à l'autre, notamment pour les plus petits salaires imposés

« Faire nation », renforcer la cohésion nationale en imposant à tout citoyen d'être contribuable, même de manière symbolique, pour des questions d'égalité et d'équité, sans toutefois stigmatiser certains publics afin d'éviter l'individualisme (les SdF paient aussi les taxes, comme la TVA).

Adapter les niveaux d'impôts pour les personnes seules

Intégrer le coût des charges fixes dans le calcul des revenus imposables, pour adapter l'impôt aux revenus réels

Intégrer les prestations et allocations dans le revenu imposable par justice fiscale

Différencier les impôts suivants les contributeurs : baisser les impôts sur les artisans, augmenter les impôts sur les grandes entreprises et créer une taxe sur les aéroports

Sur la TVA :

- Augmenter sur les produits de luxe et les entreprises polluantes
- Aligne les taux de TVA entre la métropole et les Dom-Tom
- Accroître les recettes de TVA en renforçant la consommation par l'augmentation des salaires liée à la baisse des charges patronales
- Flécher les produits de la TVA supplémentaire vers des dépenses de solidarité

Renforcer la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale

Rétablir l'ISF ou solliciter des contreparties factuelles à ces économies d'impôts (investissement, versement à des organismes,...) à l'instar des bénéficiaires des aides sociales qui, pour en bénéficier, doivent justifier de leur situation

Informez sur le niveau de recettes totales par tranche d'imposition (afin de savoir quelle catégorie est la plus rémunératrice de recette pour l'Etat)

Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Baisser ou supprimer la TVA sur les produits de premières nécessités et les produits bio

Créer un seuil plancher pour l'impôt sur les successions des maisons principales pour éviter aux héritiers de perdre le bénéfice du patrimoine familial

Supprimer les taxes sur les loyers des EHPAD, versées par les résidents

Supprimer le CICE ou le réorienter vers les TPE ou PME de manière pérenne

Conditionner les baisses des charges patronales à l'augmentation des salaires (ex : baisse des charges de 12% pour une augmentation des salaires de 15%) pour accroître le pouvoir d'achat

Réformer les niches fiscales non-accessibles au plus grand nombre

Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Renforcer la dégressivité des allocations familiales pour les hauts salaires

Réformer le mille-feuille administratif et revoir les périmètres de compétences en supprimant le conseil départemental, et en transférant ses compétences aux échelons supérieurs (Région) ou inférieurs (Commune et intercommunalité) : les missions notamment de solidarité ne pourront être confiées aux communes afin d'éviter les différences de traitement entre bénéficiaires

Réduction du nombre de sénateurs et leurs avantages personnels

Réduction des frais d'affranchissements des parlementaires afin d'imposer l'usage du numérique

Soumettre l'augmentation des indemnités de chaque parlementaire au vote des électeurs de sa circonscription, en cours de mandat

Supprimer tous les privilèges des parlementaires (prêts à taux particuliers, participations aux frais d'obsèques,...)

Obtenir un droit de regard sur les conditions d'exercice des mandats des parlementaires et leur rémunération

Baisser drastiquement les conditions des anciens présidents de la République

Réadapter le niveau de rémunération des hauts-fonctionnaires aux réalités de leur statut de fonctionnaires

*Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?
A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?*

Créer une journée supplémentaire de solidarité pour le financement de la politique de la vieillesse

Développer un service minimum de santé, notamment dans les zones rurales : concrétiser les maisons de santé et imposer aux jeunes diplômés une présence en milieu rural (en contrepartie de leurs années d'études payées par la société)

Investir massivement dans les transports publics pour éviter les frais de déplacement des salariés qui habitent loin des centres urbains par manque de moyen, et rendre gratuit les autoroutes afin de permettre à ces personnes de circuler de manière sécurisée (en évitant les routes de campagne plus accidentogènes)

Tendre vers la gratuité du transport public pour des raisons écologiques et économiques

Augmenter le budget de l'éducation nationale

« Déprivatiser » un maximum de service public car les privatisations entraînent une baisse de la qualité des services publics et une perte des relations humaines

Renforcer les politiques publiques envers le 3^{ème} et 4^{ème} âge

Renforcer les services publics créateurs de lien social

Imposer aux banques une obligation de caution pour les locations de logements

Créer un vrai service public national du numérique (afin d'éviter la main-mise des grands groupes industriels sur ce service public)

Au sein des trois fonctions publiques (territoriale, hospitalière, d'Etat), il conviendrait de différencier le statut des fonctionnaires A B ou C de celui des hauts-fonctionnaires (A+ et surtout A++) qui ne sont pas au service direct du public.

Divers

Communiquer sur le coût de chaque acte de service public pour informer et sensibiliser les usagers

Limiter le recours au tout numérique, qui accroît la fracture numérique entre générations ou territoires

Imposer une consultation des Français pour toute évolution des services publics

Intégrer les allocations adultes handicapés dans les trimestres de retraites

L'organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Y a t il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Suppression de niveaux de collectivités locales. Depuis une vingtaine d'années, suppression d'échelons avec notamment l'impression que l'on cherche à supprimer le Conseil Départemental (réduction des dotations) : dysfonctionnement préjudiciable, rappel qu'il s'agit d'acteurs locaux, de terrain, au plus près des citoyens, indispensables au lien social sur les territoires. (Francis)

Mise en place de démarches administratives simplifiées par internet. Constat : pas adapté, dégradation du lien social, difficultés conduisant inexorablement des personnes âgées (voire jeunes), d'autres non équipées, isolées, ou en milieu rural éloignées de grandes métropoles, à s'exclure et à renoncer à leurs droits ou tout simplement à ne pouvoir remplir leur déclaration d'impôts.

Intervention de Bruxelles.

Echelon entre niveau National et Mondial pour les pays aussi vastes que l'Europe, exclure les Etats Unis, La Chine, la Russie. Problème de l'Afrique, expansionnisme Arabo-musulman (DAESH)

Dans le cadre de la refondation de Bruxelles :

- ✓ Décider entre un régime parlementaire, présidentiel (à la française), tout cela décider par référendum
- ✓ Limites maximales de l'Europe

Comment voudriez vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Trop de lois non appliquées.

Pas assez de personnel (fonction hospitalière, Education Nationale et Police) mais trop dans la territoriale (notamment ces dernières années).

Suppression de services de santé (maternité, centre médical, hôpital) : très regrettable. Tout ce système doit être géré comme d'autres services.

S'attarder sur « qui fait quoi » afin d'éviter les risques trop fréquents de redondance (Trop de dossiers gérés par différentes administrations).

L'administratif peut être délocalisé, mais pas les fonctions telles que infirmières, sages-femmes ...

Regret du « tout internet » : difficultés techniques, termes non adaptés, mauvaise conception des logiciels, et sites de l'Etat : Mise en place de médiateurs du service public. Ne pas supprimer tous les guichets. Oui à l'information mais accompagnée (côté humain). Rappel : notion de service public non assimilable à une logique d'entreprise. Difficultés pour joindre les plates-formes (impôts). Lorsqu'enfin, les citoyens réussissent à joindre un interlocuteur, ils se font « balader » d'un service à un autre pour au final, qu'il leur soit raccroché au nez les laissant sans réponse. Même chose avec leur espace personnel où ils ne peuvent déposer leur demande. Même problème pour les cartes grises etc...

Fonction publique : souhait qu'un fonctionnaire puisse passer indifféremment de la fonction publique à une autre (territoriale...). Ne souhaite pas voir évoluer le statut de fonctionnaire : risque que cela conduise à la suppression. Opposer le Privé au public : dangereux. Rappel que les fonctionnaires rendent de multiples services aux citoyens, que c'est une chance. Rappel et regrets liés à la suppression des contrats aidés.

Suppression des Services Publics :

Atteint les mauvaises cibles du fait des services centralisés en grandes métropoles avec l'impression qu'aujourd'hui, le service public n'a plus de compte à rendre. Regret qu'un service public non rentable soit supprimé. Doit être maintenu.

Nette impression que les Préfectures n'assurent plus qu'un rôle sécuritaire et n'ont plus de liens avec les citoyens.

Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez vous ?

Réduction des fonctionnaires : atteint toujours l'Education, les services de santé, des postes indispensables. Quelles priorités ? Demande d'audit dans chaque administration.

Education Nationale. Nomination d'un ministre par région, tout en conservant le ministre en charge du ministère, notamment pour gérer les formations des enseignants selon des besoins liés au secteur local. Attention aux risques de dérives si on donne des prérogatives locales (problèmes entre grandes métropoles et secteurs ruraux).

Donner plus de pouvoir aux Régions.

Supprimer le Conseil Départemental. Un audit de chaque administration est-il fait ? La Cour Régionale des Comptes fait un audit des collectivités territoriales.

La transition écologique

Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

FISCALITE ET EXEMPLARITE

Si le citoyen est amené à changer ses habitudes pour réduire l'impact sur notre planète, les entreprises et les Etats, à tous les niveaux (jusqu'à l'échelon communal) doivent faire preuve d'**exemplarité en la matière**.

Pour dépasser l'inertie et les lobbys, il faut un **véritable courage politique** pour faire changer les choses. Il est également nécessaire que les citoyens demandent **une véritable politique d'envergure**, quitte à **s'endetter pour l'écologie** à condition que les pouvoirs publics fassent la démonstration en toute transparence de la redistribution des financements.

Les industriels doivent faire notamment un effort au niveau du **packaging et/ou d'offres de produits incompatibles avec la transition écologique (plastique, 4x4, SUV par exemple)**, sur le principe du pollueur / payeur.

Pour aider les entreprises, il serait intéressant de faciliter et de les aider dans l'obtention des différentes certifications. Pour certains produits (alimentaires notamment), **le retour à la consigne, comme en Allemagne**, serait un signal intéressant.

A contrario, en matière de recherche et de développement, il est demandé **d'aider les entreprises vertueuses en matière d'écologie**. Idem pour l'agriculture, il est demandé de soutenir davantage

l'agriculture respectueuse de l'environnement alors que les aides à la conversion sont versées avec du retard, voire même jamais (non versées en 2016).

Cohérence européenne : tous les pays européens doivent financer la transition écologique. Cette cohérence européenne pourrait déboucher notamment sur une **cohérence fiscale de l'UE en matière de transition écologique**. Cette cohérence européenne doit s'appliquer aussi sur la production énergétique (cf. nucléaire en France, charbon en Allemagne, etc.)

Besoin d'une fiscalité plus juste et solidaire : mise en place de taxes incitatives ou dégressives pour favoriser l'achat de biens ou aliments produits localement (et donc davantage taxer les produits importés). Cette fiscalité pourrait permettre de créer des aides aux particuliers pour accompagner cette transition écologique. Autre idée soulevée, supprimer la TVA pour les produits bios et circuits courts.

Concernant les aides existantes (rénovation logement, isolation, etc.), **il existe un véritable mille-feuilles des aides et subventions** pour les particuliers qui ne permet pas parfois aux citoyens de connaître leurs droits en matière de transition écologique. Il est demandé de simplifier les aides et subventions et de **proposer de créer un poste de référent écologique dans chaque commune**. L'objectif de ce dernier : conseiller, orienter et faire connaître l'ensemble des dispositifs existants. Il est même évoqué, à la manière du Défenseur des droits, de créer un Défenseur de la transition écologique à l'échelle nationale.

Pour les nouvelles constructions, imposer dès l'instruction du permis de construire la pose de chauffe-eau solaire, d'un double circuit d'eau favorisant l'usage de l'eau non potable pour les toilettes et de panneaux photovoltaïques (pour les particuliers) et la pose d'ombrelles photovoltaïques pour les parkings (pour les entreprises)

Pour éviter l'action des lobbys auprès des élus, il est demandé de mettre en place des référendums du type votation en Suisse, **afin de favoriser l'expression populaire sur des sujets cruciaux**.

EDUCATION & RECHERCHES

L'échelle locale peut être l'échelon qui impulse en parallèle des changements de comportement en faveur de la transition écologique. Cela passe notamment par les savoirs transmis par l'Education nationale auprès des jeunes générations, mais aussi par la formation des adultes : éducation au bien manger, au mieux consommer faire changer les mentalités, et valoriser les bonnes pratiques comme le tri des déchets.

La pédagogie mais aussi **la recherche et l'innovation au niveau universitaire** sont également avancées pour assurer une transition écologique réussie. L'exemple de l'énergie hydraulique est avancé. Cela passe notamment par l'augmentation du financement des recherches universitaires pour conserver les chercheurs sur le territoire national.

Autre constat, les générations plus âgées maîtrisent peut-être moins ces problématiques. **Il serait donc intéressant de les sensibiliser par un moyen ou un autre**.

TRANSPORTS & DEPLACEMENTS

La transition écologique concerne notamment le changement des comportements en matière de déplacement. Ainsi, il est demandé de :

- **Favoriser les déplacements à vélo** en s'inspirant des pays nordiques.
- **De dédier les centres des villes aux piétons et cyclistes** (tout en réservant un accès motorisé pour les personnes à mobilité réduite, seniors, professionnels, etc.).
- **Relancer le ferroutage** : mettre tous les camions sur les rails. Exemple pris : en Suisse, suite à une votation, le ferroutage est devenu « obligatoire ».
- **Taxe carbone** : tarif au kilomètre en fonction de la technologie utilisée et de la pollution induite (avion, bateau, etc.)
- **Augmentation du prix du carburant doit entraîner en parallèle la baisse des prix pour les transports en commun (voire la gratuité dans certains cas)**
- **Développer le travail à domicile**
- **Favoriser l'emploi local**

La démocratie et la citoyenneté

Faut-il reconnaître le vote blanc ?

Reconnaître le vote blanc car les gens s'expriment, techniquement comment le prendre en compte dans le pourcentage des suffrages.

Différence entre vote blanc et vote nul

Le vote blanc exprime quelque chose, les gens font l'effort de se déplacer mais estiment que les candidats ne représentent pas les français

Votes blancs dangereux au 2^{ème} tour, si décomptés, le choix ne conviendra peut-être pas.

Peut-être que les politiciens ne veulent pas le prendre en charge par peur de ne pas avoir le pourcentage suffisant pour payer leur campagne électorale.

Oui, il faudrait reconnaître le vote blanc

Pas tenir compte du vote blanc même si la personne s'est exprimée

Vote Blanc reconnu ou pas aller voter, si trop de votes blancs = refaire des élections

Faut-il rendre le vote obligatoire ?

NON, car les gens voteraient n'importe quoi.

Cela peut être pris comme un aveu de faiblesse, pour obliger la population à voter parce que les élus n'arrivent plus à les faire se déplacer vers les urnes

Ce serait anti démocratique, la question est pourquoi les gens ne vont plus voter, peut-être sensibiliser les jeunes dès le plus jeune âge sur le rôle de citoyen et des institutions

Oui si sur le temps de travail comme le dit Philippe PASCAUD (gilet jaune)

Le vote obligatoire pourrait être efficace, mais attention à cette contrainte supplémentaire qui ne va pas dans le sens de redonner aux gens l'envie d'aller aux urnes

Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Juste ce qu'il faut.

Faire attention car sinon valse des ministres

Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

- Le fait de diminuer les députés ça ne changerait rien, ce n'est que du marketing,
- Cumul des mandats : simultanés et consécutifs,
- Le cumul avec la logique des parties ne changera rien Les députés ne sont pas à l'écoute. D'ailleurs leur représentativité lors des réunions le montre bien, absentéisme
- Les Députés sont déconnectés de la réalité car pas confrontés aux choses du quotidien : Ils devraient organiser davantage de rencontres avec les citoyens
- Les citoyens ne sont pas informés des lois proposés et votés par leurs députés, problème d'accessibilité aux lois votés par nos députés, tout est déformé, il est important de filtrer tout ce qui est dit par les médias et autres, il faut vraiment chercher pour avoir des informations sur le net, elles n'arrivent pas directement.
- Problèmes de corruptions donc nos élus ne sont plus crédibles : manque de sanctions lors des délits pour nos élites. La justice doit être la même pour tout le monde ...
- Beaucoup d'affaires de corruptions qui rend la confiance envers les élus difficile, Les Lois ne semblent pas être les mêmes pour tous, élus et citoyens
- Informations opaques des élus quant à l'argent public, même si récemment la loi les oblige à informer de certaines dépenses. Les gens sont choqués par l'emploi de cet argent, aucun contrôle comme il se devrait : système arrangeant : peut-il être demandé aux élus de transmettre les justificatifs de leurs dépenses
- Demandes que les activités des parlementaires soient davantage consignées : temps passé à l'assemblée, dans leur circonscription.
- Difficile de trouver sur internet des informations sur le fonctionnement des députés, surtout sur leur budget (argent public dépensé...) – Améliorations possibles
- Être essentiellement député : faire attention à la magie de la transparence, déverrouiller le système car 1 partie n'est pas justifiée (Commission de vérification existe mais c'est aléatoire), statut du député permet de bénéficier d'une protection quant au pénal faire attention à ne pas le balayer comme ça. Peut-être faire une mise à plat, mais attention à trop de transparence les sanctions peuvent être citoyennes avec les prochaines élections.
- Souhait de plus de transparence que ce qui se passe actuellement mais à manipuler avec parcimonie
- Statut trop protecteur, mais le revoir quand même pour l'après, si la personne n'est pas réélue et s'il est limité dans le temps
- Mode de régulation de la vie sociale non liée à l'élection
- Revoir les indemnités des élus, le programme proposé doit être respecté

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? faut-il les transformer et comment ?

Tous les partis pas assez représentés – proportionnelle ? Problème de fond

Constitution à nourrir par le peuple, créer une chambre qui permette d'entendre la voix du peuple

Création de la 5^{ème} République après la guerre d'Algérie, chef d'Etat Français a le plus de pouvoir par rapport aux autres Nations, passer peut-être maintenant à la 6^{ème} République, changer la constitution et donner plus de pouvoir aux régions, les gens se sentiront plus concernés.

Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Les citoyens d'un secteur devraient pouvoir se retrouver sur un sujet particulier et ainsi faire remonter les idées, les demandes émergeant de leurs débats

On sortira de cette période par 1 réforme constitutionnelle 6^{ème} République ou pas. – il faut des débats.

Actuellement élections ne se fait pas sur un programme mais sur le développement économique (dirigeants d'entreprises aux manettes) : Introduire la notion de bien-être pas que du CAC 40

S'agissant de la représentativité de nos élus sur le plan national, prendre des personnes venant de domaines différents plus représentatifs (scientifiques, paysans, professeurs, éducateurs...)

Les gens ne sont pas assez sensibles et compréhensifs vis-à-vis des élus et leurs actions.

Pour arriver à une fonction Etatique, il faudrait avoir exercé avant un mandat local au moins.

Remettre en jeu les intermédiaires, conserver le lien entre les élus locaux et la population afin de faire remonter les infos.

Trop d'informations arrivent de partout et il faudrait davantage de pédagogie pour avoir des citoyens impliqués.

Le défenseur des droits a un rôle seulement consultatif, pourquoi pas davantage de poids en complément du Conseil Constitutionnel

La présence des citoyens au sein des associations de parents d'élèves, de conseils de quartiers, des associations est moindre sont-ils prêts à s'investir pour faire remonter les problèmes et les solutions envisagées. Il y a toujours moins de personnes dans les assos. Pourquoi les gens se désengagent-ils ? et comment faire pour les faire s'investir ?

Pour certaines grosses associations comme les RESTOS DU CŒUR par exemple, peut-on envisager que ce soit une mission de l'Etat pour lutter contre la précarité car les gens dans les assos s'épuisent dans le bénévolat.

Système de la fonction Etatique lourd, ce qui minimise ce côté fraternité plus vivant dans les assos.

Voir si possible de se référer au Jugement majoritaire où les candidats sont évalués sur plusieurs critères et au dépouillement tout est repris pour chacun est le gagnant a des appréciations médianes pour quand même éviter les extrêmes

Valoriser les engagements associatifs, les projets de groupes, proposer des réunions dans l'année pour rassembler les gens ...plus souvent (aux Etats Unis pour passer le bac, il faut avoir participé à un projet associatif

Aujourd'hui beaucoup d'individualisme, le « chacun pour soi » de plus en plus.

Surfer sur la vague des grands débats en donnant les infos aux gens en amont pour qu'ils viennent à ces débats avec des idées c'est ça la démocratie participative

Débats et rencontres intéressantes mais continuer dans ce sens

Organiser plus de débats avec des informations plurielles

Organiser des débats au niveau des communes et recréer des espaces de lien pour débattre de sujets Nationaux et locaux avec des élus plus pédagogues

Le fait de se réunir permet à chacun d'écouter les autres.

Beaucoup de choses entendues, dont la Laïcité à tout va mais en excluant la Fraternité qui est très importante.

- Ressenti des présents : actuellement plus de division que de cohésion de la population
- Personne choquée du fait que M. le Président a porté une Kippa signe de non laïcité ?

La participation des jeunes au service civique leur permet d'ouvrir les yeux sur le monde – ne pas confondre avec le service national.

Mais le service civique est un emploi aidé dégradé mais qui reste un tremplin pour certains jeunes. Le contrat aidé : ce n'est pas le même statut que service civique et populations différentes.

Le service civique est intéressant pour former, permettre de s'organiser, d'accompagner les gens. Cela peut aider chaque catégorie à se structurer, pour les adultes : c'est un autre cadre.

Toutefois, le service civique est une démarche individuelle.

Le service civique comme le service national permettrait de recréer du lien, en regroupant les gens de toutes catégories et permet de prendre conscience du vécu des autres.

S'agissant du service civique, il concerne les jeunes de 16 à 25 ans qui postulent sur des missions particulières.

Domage que le service national ait été abrogé car il permettait à toutes les catégories sociales de se croiser, lieu de sociabilisation, permettait de passer le permis de conduire, il y avait des valeurs humaines et communes. Seul bémol, cela s'adressait qu'à la gente masculine.

Information concernant le service civique diminution de 30% des effectifs pour un problème de budget.

Pourtant il faudrait du budget pour recréer ces services civiques ou nationaux, pas obligatoire que ce soit militaire, pourquoi le remettre à cause de l'échec de l'Education. Faire appel aux éducateurs ou autres professionnels.

Faire du lien entre les associations et les collégiens, lycéens, les interpeller dans les établissements,

Développer l'éducation citoyenne dans les écoles (dès le plus jeune âge) avec des interventions (à formaliser).

Par rapport au développement social de l'individu, surtout pour les jeunes adultes, ils pourraient être envoyés faire le tour du monde pour une action sociale tournée vers les autres car ceci est formateur – du coup reprendre les services civiques pour les 16-25 ans et surtout à développer avec le budget en conséquence

Rétablir les services civiques et nationaux pour mettre ensemble les jeunes de toutes les couches de la population, se donner les moyens budgétaires pour se faire.

Donner les moyens à l'Ecole pour avoir moins d'élèves dans les classes, remettre l'éducation civique dès le plus jeune âge. Les jeunes lycéens ne connaissent pas le rôle des élus et des institutions...

L'Ecole, avant, apprenait aux gens le respect des autres élèves, des professeurs, des adultes etc...aujourd'hui, on apprend le tri des déchets, c'est bien mais apprendre le respect des autres ne figure plus dans les programmes : ceci peut-être par manque de moyens de l'Ecole pour travailler sur un projet plus relationnel – phrases de moral....

Divers

- Rôle des Maires de villages différents des grandes villes, plus proche, plus de lien avec ses administrés et a beaucoup plus de travail car moins de moyens
- S'agissant des syndicats, leur rôle est dévalué – au départ, prévu pour défendre les salariés mais maintenant pour empêcher de perdre quelques intérêts et en conséquence on a vu le mouvement des gilets jaunes
- Questionnement quant à la représentativité des syndicats ?
- Faudrait rendre leur rôle aux Syndicats

Témoignage d'une personne revenue en 2017 en France après 36 ans passés aux Etats Unis : pas facile de parler citoyenneté, toutefois elle a remarqué le manque de civilité par rapport aux Etats Unis. Par exemple, des lois interdisent certaines actions comme couper la ligne blanche mais ce n'est pas respecté. En France, les gens trouvent toujours une excuse pour contourner la Loi. Ce qui n'était pas possible aux Etats Unis sans avoir de sanction immédiate.

Sur le Président de la république : M.Macron fait des choses pour le haut, c'est pour cela qu'a été organisé le mouvement des gilets jaunes. Les phrases du Pdt de la République faisant l'éloge de Pétain choquant, c'est aberrant. Il ne croit qu'au Dieu Argent. Le Chef d'Etat est techniquement brillant mais il faut s'en méfier : Monsieur le Président a t il conscience d'avoir détruit une opposition modérée ? aujourd'hui, il y a des flots d'extrêmes : mesure-t-il le risque des résultats des prochaines élections ?

Autres :

Les grands principes du Programme du Conseil National de la Résistance après la guerre étaient la préoccupation d'une unité Nationale pas loin de la démesure de l'économie totale et du « fric ».

Pour l'Unité de la Nation, plein de petites choses sont faites comme les événements culturels, sportifs à continuer cela permet à tout le monde de se retrouver. Il est important de redevenir une nation unie mais comment y parvenir : Fédérer les citoyens, participer à des fêtes populaires, des manifestations, renouer avec la tradition.

Les manifestations des gilets jaunes a permis à plein de monde de se côtoyer alors qu'ils ne se connaissaient pas, les gens étaient contents de voir qu'ils n'étaient pas tout seul sur un même combat au quotidien, il y avait plein d'humanité dans les relations.